

ALL. LDA  
 Telegrammdienst  
 3003 Bern

Referenzen und Initialen

i.A.22.14.7.3. - BIC/sm

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert

Ja Nein

Priorität

Norm. Dring. Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Info und Presse

Seite-Nr.

1

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode
wochentx					
***					

Wochentelex 7/85 V e r t r a u l i c h

Entretiens Chef du Département à Genève et voyage officiel à Paris:

I. En marge des entretiens anglo-espagnols sur Gibraltar, Chef du Département a rencontré mardi 5 février 1985 à Genève ses collègues Sir G. Howe et Fernando Moran. Avec MAE britannique, discussion a porté principalement sur les points suivants: dernière réunion de Strasbourg (H. a une fois de plus souligné la volonté des Dix d'intensifier le dialogue politique avec les pays du CE non membres de la Communauté). Représentation des intérêts britanniques en Argentine (H. a remercié la Suisse de ses efforts dans ce contexte. Il voit dans notre pays plus un moyen de communication avec l'Argentine qu'un intermédiaire. Au sujet de la souveraineté sur les Falklands, H. a rappelé avec insistance que ce point n'était pas négociable, et ceci d'autant plus que le Gouvernement Alfonsin n'est pas stable, l'opinion publique en GB comprendrait mal qu'on fasse la concession d'entrer en matière sur ce sujet avec un Gouvernement dont l'avenir est incertain). Gibraltar (des contacts réguliers auront lieu entre représentants des parties intéressées. Quant à la question de la souveraineté, elle sera réservée aux entretiens annuels prévus entre les deux ministres sur le problème de Gibraltar). Relations bilatérales (H. a rappelé combien son gouvernement

Letzte Zeile

Datum: 11.2.85  
 Tel. intern 30 53

Visum:

Dodis



An: EDA  
Telegrammdienst  
3003 Bern

Referenzen und Initialen


Adresse (für Telex an Dritte)


Chiffriert

Ja

Nein

Priorität

Norm.

Dring.

Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Seite-Nr.

2

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode

espérait voir les autorités suisses choisir la Land Rover pour renouveler le parc automobiles de l'armée et a dit qu'il était prêt à venir en Suisse pour une visite officielle).

Avec le MAE espagnol, les points suivants furent abordés: Gibraltar (Moran s'est entre autres dit heureux que les Britanniques aient été plus souples avec eux qu'avec les Argentins au sujet du problème de la souveraineté). Amérique centrale (Moran rappelle son soutien aux efforts du Groupe de Contadora: les Dix auront prochainement en Europe une nouvelle réunion du type de celle qui avait eu lieu à San José. Aux yeux de Moran il est aussi important d'accroître le cercle des pays susceptibles d'apporter une aide à ce problème. La Suisse serait ainsi particulièrement bien placée si elle voulait organiser une réunion de ce genre sur l'Amérique centrale). Relations bilatérales (Moran est prêt à venir en Suisse en visite officielle, même déjà en mai ou juin, une date convenant aux deux ministres devrait être fixée rapidement par la voie diplomatique).

II. Voyage officiel à Paris:

Le 8 février, le Chef du Département était à Paris pour s'entretenir avec son collègue français Roland Dumas. Le 9, il était reçu pendant près d'une heure à l'Elysée par le Président Mitterrand, qui l'assura notamment de sa ferme volonté d'améliorer encore les relations entre la Suisse et la France. Au cours de la discussion avec Roland Dumas, les points suivants furent abordés:

- 1) Relations bilatérales: un certain nombre de problèmes revêtent

Letzte Zeile

84 150 000 24665

Datum: \_\_\_\_\_  
Tel. intern \_\_\_\_\_

Visum: \_\_\_\_\_

ALL. LDA  
Telegrammdienst  
3003 Bern

Referenzen und Initialen


Adresse (für Telex an Dritte)


Chiffriert

Ja

Nein

Priorität

Norm.

Dring.

Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Seite-Nr.

3

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode

une importance non négligeable pour les relations franco-suissees.  
 Ces problèmes sont principalement au nombre de trois.  
 Il s'agit tout d'abord des tracasseries douanières et affaires bancaires. Chef du Département a remis au Ministre relations extérieures Dumas aide-mémoire dans lequel déclarait que si certains progrès avaient été réalisés, situation demeurerait globalement insatisfaisante. A dès lors proposé que des mesures complémentaires soient adoptées du côté français (respect intégral ordre juridique suisse, renonciation à des poursuites dans tous les cas d'avoirs de faible importance détenus en Suisse par personnes domiciliées en France, traitement plus équitable aussi bien dans méthodes d'enquêtes utilisées que dans sanctions infligées, etc.). Autorités françaises vont examiner ces diverses propositions. Directeur général des douanes, qui était présent, a d'ores et déjà donné assurance formelle à Délégation suisse qu'il n'y avait pas et n'y aurait pas à l'avenir d'agents des douanes opérant sur territoire suisse. A rappelé, d'autre part, décisions prises en faveur frontaliers (pas de sanctions dans cas de contentieux de moins de 50'000 FF, amendes très atténuées entre 50'000 et 150'000 FF) et précisé que ses services étudiaient sérieusement possibilité faire bénéficier tous ressortissants suisses domiciliés en France des mêmes dispositions. Le deuxième problème concerne les redevances sur les poids lourds. Les conséquences sur le trafic routier franco-suisse, notamment dans la zone proche de la frontière, de l'introduction par la Suisse de cette redevance ont été examinées. Notre attitude de principe, qui

Letzte  
Zeile

184 150 000 24665

Datum: _____	Visum:
Tel. interne _____	

Referenzen und Initialen


Adresse (für Telex an Dritte)


Chiffriert

 

Ja Nein

Priorität

  

Norm. Dring. Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Seite-Nr.

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode

consiste à considérer cette redevance comme l'équivalent d'un péage routier, a été rappelée et des regrets ont été exprimés au sujet de l'introduction par la France d'une taxe à l'essieu sur les transports suisses en France. Le Chef du Département a informé son interlocuteur sur les mesures que la Suisse envisage de prendre pour améliorer la situation, et par là liquider ce contentieux franco-suisse.

Le troisième problème concerne la validation des périodes algériennes de sécurité sociale. C'est là une vieille affaire que le Ministre français des affaires étrangères s'est déclaré prêt à régler. Des pourparlers, au niveau technique, auront lieu à ce sujet en avril 1985 à Berne.

Un certain nombre d'autres problèmes bilatéraux ont également été évoqués (entraide judiciaire, prise en charge de personnes à la frontière, radios locales françaises non coordonnées avec l'administration suisse et Centre culturel suisse à Paris).

2) Questions internationales: la discussion a porté principalement sur les relations Est-Ouest à la lumière de la reprise des négociations américano-soviétiques et sur l'influence positive que ces négociations pourront avoir sur les autres enceintes, notamment sur Stockholm. Pour ce qui est de la CDE, une complète identité de vue a été constatée (nécessité de veiller à ce que Stockholm ne se transforme en une conférence de bloc à bloc ou en un appendice des négociations de Genève, éviter d'y enregistrer des progrès cosmétiques pour compenser ce que l'on n'accomplira pas à Genève, nécessité

Letzte Zeile

184 150 000 24665

Datum: _____	Visum: _____
Tel. intern _____	

Telegrammdienst  
3003 Bern

Referenzen und Initialen


Adresse (für Telex an Dritte)


Chiffriert

Ja

Nein

Priorität

Norm.

Dring.

Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Seite-Nr.

5

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode

de conserver l'équilibre du processus de la CSCE).

Les deux Ministres ont également passé en revue les différents domaines dont s'occupe le Conseil de l'Europe (revitalisation du dialogue politique au sein des 21, développement de la coopération entre le Conseil de l'Europe et la Communauté européenne, Commission Colombo, prochaine Conférence de Vienne sur les droits de l'homme où la Suisse et la France présenteront chacune un rapport, lutte contre la drogue et le terrorisme).

Situation au Proche-Orient, en Amérique centrale et à l'UNESCO également évoquée à la fin des entretiens, mais brièvement en raison heure tardive.

Brunner.

NNNN

Letzte  
Zeile

184 150 000 24665

Datum: \_\_\_\_\_

Tel. intern \_\_\_\_\_

Visum:

Teil IIGlobal Resource Information Database GRID:

PNUE-Exekutivdirektor Tolba beschloss am 8.2.1985, ein entsprechendes Angebot der Universität Genf anzunehmen und ein neues, wissenschaftlich vielversprechendes Datenzentrum mit der Bezeichnung GRID, in dem weltweit gesammelte Umweltdaten ausgewertet und u.a. für die Wissenschaft und für die praktische Umweltpolitik insbesondere der Entwicklungsländer nutzbar gemacht werden sollen, in Genf anzusiedeln.

Besuch Staatssekretär Sommaruga (So) in Seoul, 4.-7.2.85:

So hat auf zweitletzter Etappe seiner Fernostreise Regierung der Republik Korea offiziellen Besuch abgestattet. Es ist dies ranghöchster Besuch aus Bern seit Aufnahme diplomatischer Beziehungen im Jahre 1964 und unterstreicht Wichtigkeit, die Süd-Korea als Wirtschaftspartner eingeräumt wird. So wurde empfangen vom amtierenden Premierminister, vom Generalsekretär des International Economic Policy Council des Wirtschaftsplanungsministeriums und Vizeminister zuständig für multilaterale Handelsfragen (u.a. Leiter südkoreanischer Delegation interkoreanische Wirtschaftsgespräche), dem Aussenminister, Finanzminister, Vizehandels- und Industrieminister und dem Zentralbankgouverneur. Fruchtbare Kontakte und Gespräche fanden statt mit Exponenten schweizerischer und koreanischer Geschäftswelt. Meinungsaustausch fand statt mit Leitern der wichtigsten wirtschaftlichen Organisationen. Vortrag im Rahmen des koreanischen Industrieverbandes, unter dem Titel "Fighting for free trade through GATT" stiess bei der rund 120-köpfigen Zuhörerschaft auf positives Echo. Besuche fanden bei neugebauter Roche-Fabrik und bei Samsung Electronics statt.

Offizielle Gespräche umfassten vor allem Probleme der Weltwirtschaftspolitik (GATT), der Wirtschaftspolitik von Korea sowie bilaterale Fragen im Handels- Wirtschafts- und Finanzbereich.

Koreaner befürworteten neue GATT-Runde und teilen im grossen und ganzen die diesbezüglichen schweizerischen Auffassungen. So betonte immer wieder Wichtigkeit, Importliberalisierungsprozess schneller voranzutreiben. Zugang zu koreanischem Markt durch undurchsichtige Lizenzverfahren und hohe Zollansätze sei stark erschwert. Echter Wettbewerb sei für Korea nötig, um nicht Gefahr zu laufen, auf internationalem Markt Konkurrenzfähigkeit zu verlieren. Die diesbezüglich etwas verunsicherte koreanische Haltung könnte sich nach bevorstehenden Parlamentswahlen festigen und Liberalisierung intensiviert werden, wie beim Planungsministerium zu vernehmen war. So betonte mehrmals Bedeutung für Korea, wirksames Gesetz zum Schutze geistigen Eigentums zu schaffen, nicht zuletzt darum, eigene technisch hochstehende Erzeugnisse zu schützen, was auch ausländische direkte Investitionen fördern würde. So machte auf bekannte Gefahren der Kompensationsgeschäfte aufmerksam. Korea scheint allerdings grundsätzlich gegen derartige Geschäfte zu sein.

Auslandverschuldung würde bis 1986 auf ca. US\$ 45,1 Mrd. steigen und dann allmählich abnehmen. Situation scheint trotz ausserordentlich hoher Auslandverschuldung im Griff zu sein. In der Tat betrug die Schuldendienststrategie 1984 nur 15 Prozent des Ausfuhrertrages.

Betreffend Vorbereitung Olympiade 1988 hörte man, dass die meisten Sportanlagen bereits gebaut seien und dass Verträge zum Bau zusätzlicher Infrastruktur u.a. zur Beherbergung von Besuchern mit privaten Unternehmen abgeschlossen würden. So meldete Interesse Swiss Timing an (ST).

Kontakte mit schweizerischen Geschäftsleuten, welche teilweise schlechte, konkrete Erfahrungen mit koreanischen Partnern und der Bürokratie unterstrichen, relativierten etwas amtliche Versicherungen, Importliberalisierung und direkte Auslandsinvestitionen voranzutreiben bzw. zu ermuntern.

#### Staatssekretär Sommaruga: Etappe Hong Kong:

Auf der Rückreise aus Korea erlaubte es ein 24-stündiger Aufenthalt Staatssekretär Sommaruga, mit einigen wichtigen Behördevertretern Hong Kongs, u.a. Secretary for Trade and Industry und Secretary for Economic Services sowie Geschäftsleuten der Kronkolonie, darunter viele Schweizer, am 7./8. Februar zusammenzutreffen. Alle angesprochenen Personen gaben sich recht zuversichtlich über die künftigen Beziehungen Hong Kongs zu China. Der Optimismus wird weniger durch den erfolgreichen Abschluss der Abkommensverhandlungen zwischen der Volksrepublik China und Grossbritannien genährt - erst die eigentliche Anwendung des Vertragstextes wird über seine Zweckmässigkeit Aufschluss geben - als durch den Umstand, dass die Volksrepublik China einen immer liberaleren wirtschaftspolitischen Kurs steuert. Eine Umkehr der verfolgten Linie sei kaum zu erwarten; noch zu stark sei die chinesische Bevölkerung durch das Trauma der Kulturrevolution gezeichnet. Andere besprochene Themen: Neue GATT-Runde, Textilprobleme Hong Kong-USA, Fälschungen (insbesondere Uhren).

#### CICR:

Le 6 février, Président CICR Hay, accompagné de Hocké, Directeur activités opérationnelles, ont été reçus par Secrétaire d'Etat et Ambassadeur Muheim pour tour d'horizon situation et activités du CICR, notamment en Iran et en Irak, en Ethiopie, en Amérique centrale et dans le conflit afghan. Il fut également question du soutien que la Suisse pouvait apporter au CICR, particulièrement face aux difficultés auxquelles il se trouve confronté en Iran et au Maroc.

Relevons en particulier que:

- En Iran, les activités du CICR sont toujours paralysées et il est encore trop tôt pour tirer un bilan des démarches effectuées. Ce que l'on sait des impressions de la Commission d'enquête de l'ONU confirme les dires du CICR, mais on ignore encore ce qui figurera finalement dans le rapport de la Commission. Ce rapport pourrait jouer un rôle important pour la suite des activités du CICR en Iran. Notre Ambassadeur à Teheran saisira l'occasion d'une prochaine rencontre avec MAE Velayati pour l'encourager à entamer des pourparlers avec le CICR pour que celui-ci puisse reprendre ses activités.
- En Ethiopie, selon le CICR, la situation est catastrophique. Les autorités gouvernementales quote mènent les donateurs en bateau unquote et en plus les critiquent. L'activité des diverses organisations internationales est principalement canalisée sur trois camps, qui totalisent environ un million de déplacés. Personne ne sait cependant ce qui se passe exactement ailleurs dans le pays et il semblerait qu'environ 7 millions de personnes gravement affectées par la sécheresse ne bénéficieraient pratiquement d'aucune aide. L'aide du CICR, elle, est concentrée dans les zones de conflit, où il est quasiment le seul à agir. Son aide alimentaire touche actuellement environ 500'000 personnes et va en augmentant. Le CICR procède lui-même aux distributions, et cela sur place, ce qui évite de pousser les populations à se déplacer et à aller au Soudan. Cette action se déroule bien pour l'instant.

Libération deux Suisses faits prisonniers au Sud-Soudan par SPLM  
(Soudan People Liberation Movement):

Quelques renseignements complémentaires:

Après presque une année de détention, nos compatriotes sont rentrés chez eux épuisés. Sans avoir été véritablement maltraités, ils ont souffert physiquement et psychologiquement des conditions de vie et de l'incertitude de leur situation. Nos efforts pour parvenir à libération se sont heurtés principalement aux obstacles suivants:

- Déclarations continues SPLM et Ethiopie selon lesquelles Suisses n'étaient pas des otages et qu'ils avaient choisi librement de rester;
- incertitude quant à leur lieu exact de détention;
- volonté, en accord avec Gouvernements français, anglais et kénian, ne pas mettre en danger négociations menées par entreprise française pour obtenir libération ses quatre otages, le sort des deux Suisses étant de facto lié à ces négociations. Ce dernier élément a disparu lors libération otages français, le 27.1.85. Avons le surlendemain rencontré ces derniers à Zurich et avons eu preuve absolue que les deux Suisses étaient en Ethiopie. Avons immédiatement décidé exercer forte pression sur ce pays, envisageant notamment rappel à Berne pour consultation de notre Ambassadeur à Addis Abeba. Trois jours après, soit le 4.2.85, Suisses remis à notre Ambassadeur par MAE éthiopien.

A l'heure actuelle, ne savons pas encore rôle exact joué par Ethiopie. Est certain que ce pays n'a pas sur SPLM influence qu'on lui prête parfois. Est également certain que sa position a été sinon négative du moins très passive, malgré incessantes démarches officielles faites à Addis.

Venant après d'autres, cette affaire démontre une fois de plus que toute circulation de personnes dans territoire éthiopien où s'active mouvement libération peut avoir conséquences dangereuses et doit être dans mesure du possible évitée. Il faut savoir que nos moyens d'action sont relativement limités dans cette région de l'Afrique, cela d'autant plus que nous ne désirons pas mettre ce genre d'affaires en parallèle avec aide humanitaire qu'apportons à ces régions.

Brunner.

EIDGENOESSISCHES DEPARTEMENT FUER  
AUSWAERTIGE ANGELEGENHEITEN

Bern, den 11. Februar 1985

Informations- und Pressedienst

1.A.22.14.7.3. - BIC/sm

Interne Verteilerliste

Betrifft:

WOCHENTELEX 7/85 Vertraulich

Bundesrat Aubert		CFA
Sekretäre Chef EDA	Herr Jaccard	JL
	Herr Erard	ER
Politischer Direktor	Botschafter Brunner	BRE
Chef Sekretariat pol. Direktor	Herr Lorétan	LR
Koordination und Planung	Herr Schaller	SRU
Sekretariat pol. Direktor	Frl. Chollet	W 156
Rechtsberater	Botschafter Monnier	MX
Protokoll	Botschafter Manz	MA
	Herr Barbey	BAC
Politisches Sekretariat	Botschafter Ritter	RR
	Herr Wyss	WS
Politischer Dokumentationsdienst	Herr Schmalz	SZ
Kanzlei politisches Sekretariat		W 338
Politische Sonderfragen	Minister von Arx	AX
Finanz- und Wirtschaftsdienst	Minister Faillettaz	FA
	Herr Faivet	FB
Politische Direktion		
Politische Abteilung I	Botschafter Pianca	PIA
	Herr Fetscherin	FN
	Herr Faessler	FCH
	Herr de Dardel	DJ
Politische Abteilung II	Botschafter Wipfli	WIP
	Herr Boillat	BA
	Herr Strauch	STH
Sektion für konsularischen Schutz	Herr Wyttenbach	WH
Auslandschweizerangelegenheiten	Minister Leippert	LT
Fremde Interessen	Herr Ghisler	GH
	Kanzlei	Ei 101
Direktion für internat. Organisat.	Botschafter Muheim	MF
	Minister Uhl	UL
	Minister Staehelin	?
Sektion Vereinte Nationen und internat. Organisationen	Herr von Graffenried	GV

./.

- 2 -

Sektion internationale wissenschaftliche Angelegenheiten	Herr Creola	CRE
Sektion für kulturelle und UNESCO-Angelegenheiten	Herr Luciri	LC
Sekretariat der nationalen schweiz. UNESCO-Kommission	Herr Theurillat	TB
Information über UNO-Angelegenheiten	Herr Bucher	BUJ
Direktion für Völkerrecht	Botschafter Krafft Minister Stettler Minister Reimann	KT STR REI
Sektion Völkerrecht	Herr Imhof	IH
Sektion Entschädigungsabkommen	Frau Pauli	PS
Sektion Staatsverträge	Herr Rubin	RC
Sektion Landesgrenze und Nachbarrecht	Herr Dubois	DS
Sektion Verkehr	Herr Hulliger	HG
Seeschiffahrtsamt Basel	Direktor Hulliger	Basel
Generalsekretariat	Botschafter Glesti Herr Indermühle Herr Baumgartner	GLS IND BAG
Sektion Rekrutierung und Ausbildung des Personals	Herr Bodenmüller	BOD
Personalsektion	Herr Kaiser/Herr Reich	KA/RE
Sektion Bezüge und Zulagen	Herr Killias	KC
Verwaltungsinspektorat und konsularische Angelegenheiten	Herr Sunier	SQ
Kuriersektion	Herr Scheurer	SR
Direktion für Entwicklungszusammenarbeit und humanitäre Hilfe	Botschafter Staehelin	SFR
Stellvertretender Direktor	Herr Wilhelm	WM
Delegierter für Katastrophenhilfe im Ausland	Herr Blaser	BL
Vizedirektor	Herr Giovannini	GI
Vizedirektor	Herr Högger	HL
Informationsdienst	Herr Leuzinger	LP
Multilaterale Angelegenheiten	Herr	
Sektion Internationale Hilfswerke	Herr von Muralt	MD
Integrationsbüro EDA/EVD	Minister Kellenberger	Ke

1 Ex. Délégation suisse près l'AELE, 1 Ex. Mission permanente, Genève  
35 Ex. BAWI, Büro 81, Bundeshaus Ost (vom Wochentelex nur 26 Ex.)

(vom Wochentelex 1 Ex. an Raymond Probst, a. Staatssekretär,  
Brunnadernstr. 76, 3006 Bern)

EIDGENOESSISCHES DEPARTEMENT FUER  
AUSWAERTIGE ANGELEGENHEITEN

Bern, den 11. Februar 1985

Informations- und Pressedienst

**Lu 12 Feb. 85 11**

1.A.22.14.7.3. - BIC/sm

V E R S A N D L I S T E

Betrifft:

WOCHENTELEX

7/85

Vertraulich

DIPLOMATISCHE VERTRETUNGEN

Abidjan		New York / UNO
Abu Dhabi	Dublin	Oslo
Addis Abeba	Guatemala	Ottawa
Akkra	Hanoi	Panama
Algier	Harare	Panmunjom
Amman	Havanna	Paris
Ankara	Helsinki	Paris / OECD
Asuncion	Islamabad	Paris / UNESCO
Athen	Jakarta	Prag
Bagdad	Kairo	Pretoria
Bangkok	Khartoum	Quito
Beijing	Kigali	Rabat
Beirut	Kinshasa	Riad
Belgrad	Kopenhagen	Rom
Berlin DDR	Kuala Lumpur	San José
Bogota	Kuwait	Santiago de Chile
Bonn	Lagos	Singapur
Brasilia	La Paz	Sofia
Brüssel	Lima	Stockholm
Brüssel / Mission	Lissabon	Strassburg / Europarat
Budapest	London	Söl
Buenos Aires	Luanda	Tananarive
Bukarest	Luxembourg	Teheran + Fremde Inter.
Canberra	Madrid	Tel-Aviv
Caracas	Manila	Tokio
Colombo	Maputo	Tripolis
Conakry	Mexico	Tunis
Dakar	Monrovia	Warschau
Damaskus	Montevideo	Washington
Dar es Salaam	Moskau	Wellington
Den Haag	Nairobi	Wien
Dhaka	New Delhi	Yaoundé

GENERALKONSULATE:

Hong Kong	Genf / IO
Mailand	97 Vertretungen
München	+ 5 Generalkonsulate
New York	-----
Frankfurt	102 total
	=====

EIDGENOESSISCHES DEPARTEMENT FUER  
 AUSWAERTIGE ANGELEGENHEITEN  
 Informations- und Pressedienst

Bern, den 11. Februar 1985  
 VERTRAULICH

i.A.22.14.7.3. -

BIC/sm

T E L E G R A M M (CH)

WOCHENTELEX 7/85

Vertraulich

a) an die diplomatischen Vertretungen in:

- |                                    |                       |              |
|------------------------------------|-----------------------|--------------|
| - Ankara                           | - Lagos               | - Peking     |
| - Bagdad                           | - Lissabon            | - Prag       |
| - Bangkok                          | - London              | - Pretoria   |
| - Brasilia                         | - Luxemburg           | - Rabat      |
| - Brüssel<br>(Botschaft + Mission) | - Madrid              | - Riad       |
| - Buenos Aires                     | - Mexiko              | - Rom        |
| - Canberra                         | - Moskau              | - Santiago   |
| - Caracas                          | - Nairobi             | - Stockholm  |
| - Dar es Salaam                    | - New Delhi           | - Teheran    |
| - Den Haag                         | - New York/Swissobser | - Tel Aviv   |
| - Dublin                           | - Ottawa              | - Tokio      |
| - Helsinki                         | - Oslo                | - Warschau   |
| - Jakarta                          | - Paris (auch OECD)   | - Washington |
| - Kairo                            |                       | - Wien       |

b) mit Kurier an alle übrigen diplomatischen Vertretungen sowie an die Generalkonsulate Hong Kong, New York, Mailand, München und auch an die Delegation in Panmunjom.

c) an die Direktionen, Abteilungen und Dienste der Zentrale zur Information.

d) an das Bundesamt für Aussenwirtschaft (BAWI) und das Integrationsbüro des EDA/EVD.